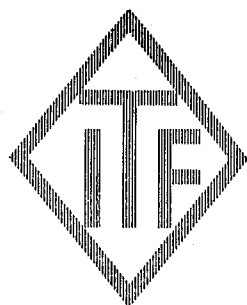




FASCISME

N° 3

Amsterdam, le 11 août 1934



La "ligne générale" - Un ultimatum des industriels allemands!

L'industrie allemande s'est rapidement rétablie de sa frayeur du 30 juin. Elle se risque à poser un ultimatum à la dictature: "Ne touchez pas à l'industrie, sinon nous ébranlerons par des licenciements en masse les bases mêmes du Troisième Reich!"

Le périodique "Der Ring" du Herrenclub allemand écrit textuellement: "Ces dernières semaines le problème des devises étrangères et celui des matières premières, déterminé à son tour par la pénurie des devises, ont fait ressortir la nécessité de la part les autorités d'interventions nombreuses et de vaste portée dans la vie économique du pays, interventions dont on ne voit pas encore la fin.... On a commencé par des interdictions d'achats de matières premières --interdictions qui offraient la latitude de nombreux accommodations; il y eut ensuite des interventions dans les méthodes de fabrication, des réglementations de la consommation et enfin, de vraies limitations de la production. Toutes ces mesures de contrainte allant fréquemment de pair avec des cartellisations forcées et des défenses de placement de capitaux, ont fait comprendre à tous avec une éloquence, déterminée plus par des faits que par des mots, que nous ne sommes pas seuls au monde (que par conséquent tous les propos d'Hitler sur l'autarchie ne sont que de la bêtise (Red). Rien ne saurait mieux illustrer l'énorme importance du problème des devises et matières premières pour l'activité de l'industrie allemande, c'est-à-dire pour la simple question de savoir si nous pouvons, oui ou non, travailler, que le fait qu'une industrie comme celle du textile, qui avait encore du travail en abondance, a été forcée par une intervention législative à introduire le chômage partiel afin de ménager les matières premières. Une espèce d'économie forcée naît comme pendant la guerre. Les effets en sont toujours plus vastes et plus profonds et ne peuvent que trop facilement mener à une situation dans laquelle l'autonomie de l'industrie privée disparaît, remplacée par les directives des autorités. Il est d'autant plus nécessaire de regarder ce danger en face que ce à quoi aboutirait ce mouvement ne correspondrait pas aux principes qui ont présidé à la création du nouvel Etat. Ceci caractérise bien la difficulté devant laquelle nous nous trouvons. Le problème est celui-ci: comment

l'industrie allemande réussira-t-elle à se tirer de l'impasse actuelle, à retrouver la liberté en passant par la contrainte ? Si la contrainte se perpétuait, elle serait contraire aux principes généraux d'ordre national et économique. Remarquons en outre en passant que l'instrument de la défense de placement de capitaux (et par conséquent de contrôle sur les nouvelles créations) appliqué dans une mesure plus vaste que jusqu'à présent, pourrait aussi être contraire à la ligne générale." La ligne générale de l'alliance entre le capitalisme et le national-socialisme, c'est la protection illimitée de ce capitalisme. C'est lui qui détermine la "ligne générale" de la politique économique. Le contrôle de l'Etat "ne doit viser qu'à assurer un maximum de rendement de travail, ce qui bien compris, est équivalent à un maximum de rendement économique" (en d'autres mots : de bénéfices! Red.) Cet optimum ne peut toutefois pas être atteint dans la contrainte. Si la dictature ne cède pas—ainsi se termine l'article—l'industrie, sabotera les plans pour l'extension des possibilités de travail et l'approvisionnement en matières premières.

Le jour où le périodique paraissait, on a appris la nomination du Dr. Schacht au ministère de l'Economie nationale.

Le programme du Dr. Schacht. (I.T.F.)

Le nouveau ministre allemand de l'Economie nationale, le Dr. Schacht, entre en fonctions à une époque où les difficultés économiques du Troisième Reich s'accroissent. L'excédent des exportations ne suffit plus à l'acquisition des matières premières les plus nécessaires; il n'y a plus d'argent pour poursuivre les travaux publics pour combattre le chômage, tout mal payés qu'ils soient. Les commandes à l'industrie d'armement doivent être comprimées. La mauvaise récolte aggrave la situation.

La compression des commandes de l'Etat vexa la grande industrie, de la bienveillance de laquelle la dictature dépend le plus. Les devises étrangères, si nécessaires, ne peuvent en effet provenir que d'excédents d'exportation de l'industrie.

La compression des commandes de l'Etat irrite aussi les classes moyennes que l'armement des S.A. a fait gagner de l'argent. Le grand capital et les classes moyennes sont les deux piliers d'appui les plus sûrs de la dictature; il faut donc trouver une issue. Le Dr. Schacht semble l'avoir trouvée : l'aliénation des entreprises publiques.

Depuis des années le Dr. Schacht mène la lutte contre la régie collective. Comme président de la Reichsbank, il a déjà tenté de forcer les municipalités à vendre les services publics; sa grande occasion est maintenant venue, ou jamais. Même pendant l'année de crise 1932/33 (nous ne disposons pas de chiffres plus récents) les entreprises municipales allemandes ont accusé des bénéfices totalisant 650 millions. Reprendre ces entreprises à bon rendement, particulièrement les usines à gaz et les centrales d'électricité, serait une excellente affaire pour un consortium disposant des capitaux voulus; l'artisanat attend la fermeture, qui lui a toujours été promise, des services municipaux d'installations électriques et autres et même en cas de vente à vil prix, les entreprises municipales et de l'Etat rapporteraient encore quelques jolis milliards.— Le 30 juillet, le Dr. Schacht est devenu ministre de l'Economie; le jour même, il a ordonné qu'on accélère la préparation—traînée en longueur sous le règne de son prédécesseur—de la liquidation des entreprises municipales d'approvisionnement (eau, électricité etc.)!

Les municipalités allemandes, si on les prive des revenus de ces entreprises, se trouvent acculées à la faillite. Seulement le Dr. Schacht saura bien, même si le chômage augmente, les libérer des charges de l'assistance aux chômeurs. Personnellement il a commencé la campagne contre l'Etat "philantrope", menée depuis des années par les éléments de réaction contre les allocations "élevées" de chômage.

Depuis lors, le Dr. Schacht qui se qualifie "d'adhérent catégorique à des conceptions économiques nettement individualistes et capitalistes" est haï par les ouvriers nationaux-socialistes également, à tel point qu'on a dû lui enlever le département social qui fait partie du ministère prussien de l'Economie, relié avec celui de l'Economie nationale.

Une réduction ultérieure des allocations de chômage, soulage le trésor public, la vente des entreprises publiques au plus offrant garnit les caisses vides, si l'on trouve un acheteur solvable, et elle apaise en même temps la grande industrie et l'artisanat.

Mais tout cela, n'apporte pas de matière premières. L'importation de matières premières devra devenir possible au moyen d'un dumping, par des primes à l'exportation et compensation des pertes, secondées par une baisse marquée des salaires dans les industries d'exportation. Dans beaucoup d'industries, la nouvelle vague de réductions a déjà été annoncée.

Travaux forcés pour les vaincus.

(I.T.F.) Après les fusillades du 30 juin on sévit sans scrupules contre les prolétaires dans les S.A. Le milicien brun sans travail doit faire du travail forcé sans salaire aussi bien que le chômeur qui n'a pas de chemise brune. "Il est interdit" ainsi a ordonné la direction suprême des S.A. que comme jusqu'à présent "des chefs des S.A. refusent le transfert d'hommes dans le service auxiliaire agricole parce que soi-disant (!) ils doivent continuer à faire partie de leurs unités." Les chômeurs des S.A. qui, obéissant aux ordres des chefs, ont terrorisé les travailleurs, doivent à présent comme eux peiner comme ouvrier agricole pour le riche hobe-reau, pour un misérable argent de poche de 4 marks par semaine.

A la solde des industriels.

(I.T.F.) Les fascistes de tous les pays tâchent toujours d'empêcher, au temps où ils sont encore dans l'opposition, que l'on connaisse leurs bailleurs de fonds. Aucun parti fasciste n'a jamais donné d'éclaircissements, même à ses adeptes, sur l'origine de ses ressources. Le national-socialisme est comme les autres. Toutefois, depuis l'avènement des Nazis au pouvoir, une partie des bailleurs de fonds d'Hitler semble tenir à se placer bien en vue.

Au début de l'été 1933 les industriels allemands sous la conduite de Krupp, se sont engagés à "réunir au moyen d'une souscription centralisée les fonds nécessaires pour faire face aux dépenses du parti national-socialiste, de ses sections, institutions et formations." Dans la période allant du 1er juin 1933 au 31 mai 1934 un montant de 5 pour mille du total des salaires et traitements payés par an (avec un minimum de 6 marks par an même pour le chômeur partiel le moins payé) a été versé dans les caisses du parti national-socialiste comme "Obole Adolf Hitler de l'économie allemande". Cela faisait un total de 50 millions.

Le 31 mai 1934 le versement de l'obole devait prendre fin. Le 13 avril déjà, le Dr. Ley alla se présenter chez Krupp en priant que le versement soit poursuivi. Toutefois, l'industrie, qui a gagné un multiple de 50 millions par le réarmement, fit la sourde oreille. Elle désirait des garanties. Entretemps les besoins du parti se sont terriblement accrus; seul le service financier emploie déjà, suivant le "Völkischer Beobachter", un nombre de 2.200 petits bonzes.

Le 31 mai s'écoula et la remise de fonds de la part de l'industrie s'arrêta. Alors le 29 juin, la veille des assassinats des chefs des S.A., Hitler parut en personne chez Krupp. Les industriels cependant étaient mal disposés. La politique économique des Nazis a compromis l'approvisionnement de l'industrie en matières premières et la pénurie de ressources commande une restriction des commandes de l'Etat. Les chefs nazis se sont donc empressés de donner des garanties pour un revirement économique. Des pleins pouvoirs furent accordés au ministre de l'Economie, pleins pouvoirs dont on investit le 30 juillet, le président de la Reichsbank Schacht qui jouit de la confiance absolue de l'industrie lourde et qui remplira dans les six mois à venir les fonctions du Dr. Schmitt, tombé, malade au moment voulu.

Le lendemain, le 31 juillet, le remplaçant d'Hitler, le ministre Hess, pouvait annoncer que l'industrie allemande s'était déclarée prête à verser pour une année encore 50 millions dans les caisses du parti "ouvrier" national-socialiste.

Aumônes au lieu de salaires.

(I.T.F.) Les 400.000 ouvriers embauchés dans la Bataille du travail, livrée contre le chômage, touchent des salaires si misérables qu'ils indignent même les nationaux-socialistes. Dans le district de Dramburg en Pomméranie, le Front allemand du travail a recueilli de l'argent pour pouvoir payer un supplément de 2 marks par semaine aux ouvriers occupés dans la région aux travaux pour combattre le chômage.

Une réduction "invisible".

(I.T.F.) Les nazis sont très ingénieux lorsqu'il s'agit de trouver de nouvelles méthodes pour réduire les salaires. Afin de pratiquer des réductions pour les employés, tout en faisant figurer dans les statistiques un niveau stable, on a inventé le système suivant : en cas d'engagement d'un employé "d'un certain âge" précédemment sans travail, on ne paiera pour les trois premiers mois que 80 p.100 du traitement contractuel. Après trois mois, l'employeur décidera s'il veut ou non garder l'employé. S'il le garde à son service, il n'aura (pour sa récompense!) qu'à payer le 100 p.100 du salaire pendant encore trois mois et ensuite seulement, le traitement intégral.

Vu que dans la pratique du patronat allemand un homme de 35 ans est déjà considéré comme un "employé d'un certain âge" ce procédé équivaut à une réduction des salaires sur toute la ligne: Les entreprises ont ainsi la possibilité d'engager tous les trois mois de nouveaux employés à 80 p.100 du traitement contractuel et la conséquence en sera qu'en règle générale, les employés ne trouveront d'emploi que s'ils travaillent à 20 p.100 au-dessous du traitement stipulé, soit en tant que main-d'œuvre mineure, suivant le contrat pour celle-ci, soit comme "employés d'un certain âge".

Les chômeurs doivent mourir de faim.

(I.T.F.) Les nazis ont fait baisser à 10 marks par semaine le secours payé pour les municipalités aux sans-travail à leur charge. C'est là un taux moyen. Les bénéficiaires de rentes dites sociales (petits bourgeois dont la fortune a été réduite à néant par l'inflation) reçoivent des secours sensiblement plus élevés, de nombreux chômeurs reçoivent bien moins. D'après des relevés de la ville de Braunschweig, des ouvrières et des employés sans travail qui vivent "depuis des années dans la pire misère, endettées et insuffisamment nourries, ne touchent en partie que 16 marks par mois". Toutefois les chômeurs ne meurent pas assez vite au gré des nationaux-socialistes. Le maire de Braunschweig vient de déclarer: "Il nous faudra à présent rompre radicalement avec les secours de bienfaisance"—une allocation aux chômeurs de 3,70 marks par semaine est encore trop élevée. Chaque sans-travail mort d'inanition disparaît de la statistique.

Les ouvriers spécialistes ne peuvent plus émigrer.

(I.T.F.) Les nazis craignent que les ouvriers spécialistes ne désirent plus travailler aux salaires de famine payés par le Troisième Reich et émigrent à l'étranger. Ils ne pourront plus dorénavant obtenir de passeport pour l'étranger qu'avec l'autorisation de la Chambre de commerce et de l'industrie dont ils relèvent, c'est-à-dire de la représentation locale des employeurs.

La dictature bulgare dissout les syndicats.

(I.T.F.) La dictature militaire qui par le coup d'Etat du 10 mai 1934 s'est emparée du pouvoir en Bulgarie ne s'appuie sur aucune organisation puissante. La population agricole qui comprend les 1/5 des 6 millions d'habitants, a laissé passer le putsch sans s'y opposer d'aucune façon. La mauvaise récolte de 1933 et l'effondrement des prix pour tous les produits agricoles avaient brisé sa résistance. Le parti ouvrier communiste avait remporté, il est vrai, la majorité des voix aux récentes élections municipales, mais il ne se risqua pas non plus à résister.

La dictature militaire s'est mise à gouverner avec quelques hésitations, suivant des méthodes fascistes. Le 12 juin, tous les partis politiques ont été dissous et l'édition de journaux a été rendue dépendante d'une concession. Au mois de juillet on a procédé à une attaque contre les travailleurs : le 20 juillet toutes les organisations syndicales des salariés de l'Etat ont été dissoutes. Pour chaque catégorie professionnelle une organisation unique a été créée dont le Bureau, la commission de contrôle et la commission de rédaction ont été nommés par le gouvernement. A l'avenir le gouvernement ne désignera plus qu'un tiers des membres du Bureau; il a toutefois secrètement, par mesure de précaution, que les militants dirigeants des anciens syndicats ne pourront en aucun cas faire partie des deux tiers à désigner par les membres sous le contrôle de l'Etat.

La dictature bulgare craint que cette organisation unique ne recueille pas beaucoup de sympathie de la part des travailleurs; c'est pourquoi elle a décidé (suivant l'exemple italien) que pour tous les ouvriers, employés et fonctionnaires au service de l'Etat,

la cotisation au syndicat unique sera retenue sur les salaires et traitements, qu'ils décident d'y adhérer ou non.

Recul d'un siècle (I.T.F.) Le roi Charles Felix de Sardaigne avait décrété le 23 janvier 1829, que tous "les serviteurs, ouvriers et apprentis" devaient avoir un livret de travail dans lequel le patron pouvait inscrire, en cas de congédiement, si le serviteur s'était conduit de manière humble et obéissante. Impossible d'obtenir du travail sans livret.

Plus de 100 ans se sont écoulés depuis. Les "serviteurs-ouvriers" italiens sont devenus des travailleurs libres et les livrets de travail ont disparu en même temps qu'un nombre d'autres dispositions réactionnaires. Seulement le fascisme a détruit les organisations ouvrières italiennes et les travailleurs libres sont re-devenus des serfs. A présent on vient de réintroduire le livret de travail détesté. Le Conseil des Ministres italien a promulgué le 30 juin un décret sur l'introduction obligatoire du livret; ce décret entrera en vigueur à l'automne. Chaque ouvrier et employé sera tenu de se faire délivrer par les autorités municipales un livret de travail. Les autorités inscrivent au moment de la délivrance du livret quelle est la formation professionnelle du porteur; pour les femmes un certificat médical sur l'état de santé est également nécessaire et on y inscrit en outre si le porteur du livret est "un membre méritoire du parti fasciste" ou s'il a d'une autre manière bien mérité de la dictature fasciste. De la sorte le livret de travail devient au fond une espèce de lettre de cachet contre tous les anti-fascistes.

Lors de l'entrée en service, le livret doit être remis à l'employeur qui y inscrit le salaire de base et le montant des primes éventuelles à l'assurance sociale. Il y note également toutes les interruptions du service. En cas de licenciement, l'employeur peut inscrire dans le livret si son salarié était apte ou inapte, digne de confiance ou peu sûr, et il a ainsi la possibilité de le priver pour l'avenir de toutes chances de retrouver un emploi.-L'histoire se répète.....

Salaires de famine fascistes.

(I.T.F.) Pendant les dix années de dictature fasciste, le niveau des salaires des travailleurs a considérablement baissé. Suivant une information du Bulletin de Statistique officielle (de mai 1934) le salaire horaire moyen était en 1933 de 1,70 lire. La durée du travail s'élevait en moyenne à 160 heures par mois ou 37 par semaine. Le salaire hebdomadaire moyen d'un ouvrier italien était par conséquent en 1933 de 62,70 liras.

Il s'agit ici de renseignements officiels fascistes, calculés sur les salaires contractuels, et ces chiffres sont par conséquent plutôt trop hauts que trop bas. Dans les mois d'avril et de mai 1934, ces salaires de famine ont encore été réduits de 7 à 10%.

Il y en a 600.000 qui disent non.

(I.T.F.) Les travailleurs autrichiens ne veulent rien avoir à voir avec le syndicat unique de la dictature chrétienne. Malgré toute la pression exercée dans les entreprises publiques et malgré le décret disant que des commandes de l'Etat ne peuvent être passées qu'à des entreprises dont le personnel est dans son entièreté groupé dans le syndicat unique, la création des fascistes ne fait pas de progrès. On avait fixé le 15 mai comme "dernier délai d'adhésion," mais ce délai a été prolongé jusqu'au 30 juin. Toutefois à la mi-juin la "Commission syndicale" fasciste n'avait suivant ses propres renseignements que 100.000 adhérents et on fixa un "tout dernier délai". Tout cela ne servit à rien. A la mi-juillet la "Commission syndicale" n'avait encore enregistré que 150.000 adhérents. Or, avant la dissolution des syndicats, les syndicats dits racistes comptaient à eux seuls 45.000 adhérents, les syndicats chrétiens environ 100.000. L'avorton fasciste n'a pas réussi à dépasser ce chiffre. Les syndicats libres groupaient 600.000 adhérents. Du total des 750.000 syndiqués, le syndicat unique n'a donc pu réunir que 150.000 membres. 600.000 ne veulent rien avoir à voir avec lui.

La "Commission syndicale" fasciste publie un organe qui porte le titre trompeur de "Gewerkschafter" (Le syndicaliste). Des suppléments corporatifs pour les différentes organisations sont joints à cet organe. Le numéro de juillet du supplément pour les tra-

vailleurs du commerce et des communications demande en première page : "Pourquoi restez-vous à l'écart ?..... Le syndicat des travailleurs du commerce et des communications est obligé de constater qu'il y a des entreprises dans lesquelles jusqu'à tout récemment personne n'avait adhéré au syndicat unique. Nous sommes convaincus que des forces particulières sont à l'oeuvre dans ces cas."

Les "forces particulières" d'un salariat conscient ne se détruisent pas, même à coups de canon.

"Représentants ouvriers".

(I.T.F.) Les marins nationaux-socialistes de Dantzig ont été privés de leur chef; le tribunal a dû condamner leur "Führer" à un an de prison.

L'ingénieur Paul Topolski, du chantier "Danziger Werft" avait été chargé après l'occupation de la Maison des Syndicats par les nationaux-socialistes de "l'épuration" de la section dantzigoise de l'ancienne Fédération des transports qui groupait entre autres les marins. De juin 1933 à janvier 1934, il dirigea donc toute la section "Navigation", à la mode des nationaux-socialistes. Les bonzes marxistes avaient tenu une comptabilité régulière; sous la direction nazie aucun poste n'y était plus inscrit. Les "gaspilleurs marxistes" avaient dépensé tous les mois environ 16 florins dantzi-kois en fournitures de bureau; le Nazi prêchant le combat contre la "dissipation rouge" dépensa pendant ces 7 mois, pour 195 adhérents, 800 florins, uniquement pour "fournitures de bureau". D'un geste large il détourna dans ses propres poches environ 100 florins de cotisations. Toutefois, il n'aurait pas été inquiété, si ce n'avait été qu'il avait quêté des fonds auprès des armateurs de Dantzig pour l'organisation des cellules d'entreprise (W.S.B.O.) et détourné les 400 florins ainsi obtenus. Les armateurs avaient donné cet argent au profit de la propagande des bonzes bruns, bien faite pour troubler les esprits, et ils étaient indignés de voir que leurs dons ne servaient pas au but auquel ils avaient été destinés. Ce n'est qu'à cause de cela que la chose a été portée devant le Tribunal où force fut aux juges nazis de reconnaître la dépendance financière du Front dantzigois du travail de la générosité des employeurs, ainsi que la gabegie brune.

Les connaissances techniques.

(I.T.F.) Le Code maritime allemand doit être révisé. Il n'est pas assez réactionnaire au goût de ces Messieurs du Troisième Reich. En l'honneur du principe du "führer" la dictature de bord doit s'accroître. Une commission spéciale d'experts a été créée pour préparer un projet de code maritime et afin "d'apporter au législateur les connaissances techniques voulues". Il n'y a toutefois dans cette commission d'experts aucun marin proprement dit; il n'y a que des juristes, des fonctionnaires ministériels et des représentants des armateurs. Les Nazis avaient promis aux marins qu'après l'élimination des syndicats libres, des marins nationaux-socialistes se chargeraient de défendre les intérêts des équipages. A présent, les syndicats sont anéantis; quant aux intérêts des marins, personne n'en a cure.

Une réduction de 35% .

(I.T.F.) Un conducteur du service de la voirie berlinoise gagnait en 1933, immédiatement avant l'avènement du Troisième Reich, env. 80 marks par semaine. A présent le même homme touche en moyenne 52 marks par semaine. Son revenu a été réduit de 35% mais tous les jours il doit desservir 13 maisons de plus qu'autrefois!

L'incurie brune.

(I.T.F.) La gestion de la Hamburger Hochbahn A.G., la société exploitant le réseau des tramways et du chemin de fer métropolitain de Hambourg, a été reprise par les Nazis avec un fonds de réserves liquides de 14 millions de marks. A présent, la Société a 5 millions de dettes. Dans une période de 18 mois, les Nazis ont réussi à gaspiller 19 millions de marks! C'est naturellement sur le personnel qu'on se décharge. Par l'introduction du chômage partiel ainsi que par des réductions des salaires, le revenu moyen du personnel des tramways hambourgeois a baissé de plus de 10%.

C'est le régime qu'il faut mettre sur la sellette.

(I.T.F.) Dans le procès qui eut lieu après l'accident de chemin de fer de Pforzheim, deux cheminots ont été condamnés à 8 mois de prison. Il s'agit vraiment là d'un jugement rendu pour les besoins de la cause. Les juges aussi avaient en effet compris que le système adopté par la Reichsbahn d'éliminer totalement le personnel dans l'établissement des tableaux de service, est une des causes essentielles de cet accident. L'indulgence de leur verdict nous le prouve.

Le droit de regard du personnel en cas d'enquêtes concernant un accident, conquis par les anciens syndicats, a été complètement écarté par le nouveau régime.

Les cotisations demeurent--mais les prestations sont réduites de moitié.

(I.F.F.) L'ancien conseil d'entreprise syndicaliste du personnel de la compagnie des tramways et du métro de Hambourg avait dans le temps créé une caisse spéciale de secours dans laquelle tous les agents versaient 50 pfennigs par mois. Cette caisse payait en cas de décès une somme de 200 marks, de même qu'une certaine gratification en cas de jubilés de service et remboursait aux receveurs des déficits de caisse éventuels dont on les rendait responsables. Au moment où le Conseil d'entreprise a été destitué de ses fonctions, la caisse disposait de 190.000 marks. Un des premiers gestes des Nazis a été de réduire l'indemnité de décès de 200 à 100 marks et de réduire également de moitié la gratification servie en cas de jubilés, tout en maintenant néanmoins les cotisations à leur ancien niveau. Or, dans une réunion du personnel de l'entreprise, certains agents ont protesté contre ces mesures et ont réclamé que, comme les autres années, on leur soumette un rapport financier. Le président du Conseil d'entreprise national-socialiste refusa tous les renseignements: " Nous n'avons pas de comptes à vous rendre, cochons de marxistes! Chez nous, c'est le principe du "führer" qui est pratiqué. Nous n'avons de responsabilité que vis-à-vis de nous

mêmes et sinon de personne." Le personnel des tramways hambourgeois a quelques raisons de penser que, pour payer les autos dans lesquelles se prélassent les bonzes bruns, la caisse d'assurance -dés a été mise à contribution.

Encore la corruption.

Le chef des cellules d'entreprise Schuchardt, à l'entreprise des tramways de Halle a détourné 4.000 marks appartenant au personnel. Il s'en paya une auto au moyen de laquelle il s'esquiva à temps. Le président du Conseil de confiance des travaux publics de la ville de Brême, solennellement installé le 1er mai, a dû être destitué de ses fonctions, quelques ouvriers ayant prouvé qu'il se rendait coupable de détournements de fonds. L'Office central pour combattre la corruption au sein du front allemand du Travail a été supprimé le 1er juillet. La corruption, elle, demeure.